



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES.

(Direction du Trésor, 1940-1979)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France DELVAL

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Collectivités publiques.....	6
Examen et financement des programmes d'équipement des collectivités locales.....	6
Réorganisation de la région parisienne.....	9
Financement des autoroutes.....	9

Référence

B-0028463 - B-0028525

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Collectivités publiques.

Dates extrêmes

1940-1979

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau B2 (collectivités décentralisées et grands équipements publics).

Importance matérielle

26 boîtes, soit 3,40 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement des 14/11/1979 et 18/01/1980 portant les références PH 066/79 et PH 006/80.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Les cotes B-0028473 et B-0028526 ont respectivement été recotées en B-0028472 et B-0028525.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce versement concerne l'examen et le financement des programmes d'équipement des collectivités locales et des établissements publics locaux, ainsi que le financement des autoroutes. On y trouve en particulier de nombreux dossiers sur les interventions de la Caisse des dépôts et consignations et de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Indexation

Collectivité locale

Etablissement public local

Autoroute

B-0028463/1 - B-0028525/2

Collectivités publiques.

1942-1979

B-0028463/1 - B-0028492/1

Examen et financement des programmes d'équipement des collectivités locales.

1942-1978

B-0028463/1

Réglementation, fonctionnement, prêts de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), interventions de parlementaires : rapports, textes officiels, procès-verbaux de réunions, correspondance, tableaux des emprunts, questions de parlementaires.

1950-1976

B-0028463/2

Emissions régionales et départementales d'emprunts de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) : programmes d'emploi des emprunts, procès-verbaux de réunions, tableaux de résultats, arrêtés d'autorisation d'émissions, correspondance, instructions.

1960-1972

B-0028464/1 – B-0028465/1, B-0028467/1

Programmation des prêts aux collectivités locales, emploi des fonds de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL).

1963-1976

B-0028464/1

Procès-verbaux de réunions, rapports, correspondance, tableaux prévisionnels des prêts.

1963-1970

B-0028465/1

Transferts de charge de la CDC sur la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) : dossiers individuels d'établissements hospitaliers examinés à la Commission permanente du CAECL, procès-verbaux de réunions, tableaux d'emplois de fonds, correspondance, rapports.

1970-1974

B-0028467/1

Rapports, tableaux d'emploi des fonds, correspondance, télégrammes, textes officiels, correspondance, dossiers de demandes particulières.

1975-1976

B-0028466/1

Prêts aux établissements hospitaliers : dossiers individuels examinés par la CAECL (1975) ; emploi des fonds de la CDC et de la CAECL et programmation des prêts : rapports, tableaux d'emploi des fonds, télégrammes (1975) ; transferts de la CDC sur la Caisse nationale de crédit agricole (C.N.C.A.) : rapport (1975) ; fonctionnement des comités départementaux des prêts des caisses d'épargne dits "Minjoz" : rapports (1975) ; mise en œuvre de programmes supplémentaires de prêts de la CDC : correspondance, tableaux d'emplois de fonds, circulaires, rapports (1975-1976) ; soutien à de grands projets économiques : rapports, programme de développement de l'économie française, correspondance (1975).

1975-1976

B-0028467/2

Statistiques des prêts de la Caisse des dépôts et consignations et de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales : comptes des collectivités et établissements

publics locaux de 1966 à 1971, tableaux, rapports, questionnaires de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale.

1964-1975

B-0028468/1

Caisse des dépôts et consignations (CDC), comptes rendus des séances de la commission de surveillance relatives aux résultats comptables, aux opérations et à l'emploi des ressources de la Caisse.

1975-1977

B-0028468/2

Opérations de la CDC en Afrique : textes officiels, extraits du registre des délibérations du Conseil d'Etat, rapports, tableaux de prêts, procès-verbaux, réunions du Comité de gestion des intérêts et de la commission de surveillance de la CDC, instructions du comité de gestion, télégrammes.

1942-1972

B-0028469/1 – B-0028470/1

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL), conseils d'administration : dossiers de séance et procès-verbaux.

1966-1977

B-0028469/1

27 juin 1966-27 juillet 1972

B-0028470/1

22 juin 1972-5 juillet 1977

B-0028471/1 – B-0028472/1

Procès-verbaux des séances de la commission permanente de la CAECL.

1970-1977

B-0028471/1

1970-1973

B-0028472/1

1974-1977

B-0028474/1 – B-0028476/1

Groupe inter-directions pour l'examen des interventions économiques des collectivités locales, création et transformation de sociétés : procès-verbaux de réunions.

1968-1978

B-0028474/1

1968-1976

B-0028475/1

1974-1977

B-0028476/1

1977-1978

B-0028477/1 – B-0028489/1

Emprunts unifiés des collectivités locales.

1940-1974

B-0028477/1

Arrêtés prévus par les décrets n° 53-709 du 9 août 1953, relatif aux conditions d'émission d'emprunts des départements, des communes et des syndicats de communes et n° 55-632 du 20 mai 1955, relatif aux conditions d'émission d'emprunts des chambres de commerce, ports autonomes et organismes bénéficiant de la garantie de ces collectivités, des départements ou des communes (1955-1974), arrêtés prévus par le décret n° 72-229 du 23 mars 1972 pris pour

l'application de l'article 1er de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales (1974).

1955-1974

B-0028478/1 – B-0028489/1

Dossiers de demandes d'autorisation d'émissions des communes intéressées.

1940-1973

B-0028478/1

Ain à Aube.

1952-1972

B-0028479/1

Aude à Côtes-du-Nord.

1940-1973

B-0028480/1

Creuse à Gers.

1948-1972

B-0028481/1

Gironde à Jura.

1948-1973

B-0028482/1

Landes à Marne.

1948-1972

B-0028483/1

Haute-Marne à Nièvre.

1950-1972

B-0028484/1

Nord à Pas-de-Calais.

1947-1972

B-0028485/1

Puy-de-Dôme à Haute-Saône.

1948-1972

B-0028486/1

Saône-et-Loire à Seine.

1947-1972

B-0028487/1

Seine-Inférieure à Vienne.

1947-1972

B-0028488/1

Haute-Vienne à Hauts-de-Seine.

1947-1973

B-0028489/1

Seine-Saint-Denis à Val-d'Oise.

1965-1972

B-0028491/1

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales, financement des travaux et utilisation des ressources : extrait de la revue de la Chambre de commerce et d'Industrie de Marseille (n°780, septembre - octobre 1966), liste des communes concernées, questions de parlementaires, projets de lois (1955-1966) ; procès-verbaux des séances de la commission interministérielle pour l'étude des problèmes de l'eau liée à la DATAR (1965-1969).

1955-1969

B-0028491/2

Financement de travaux des agences de bassin Rhin-Meuse (Meurthe-et-Moselle) et Loire-Bretagne : rapports, procès-verbaux de réunions, contrats d'emprunts, conventions, délibérations du conseil d'administration de l'agence Loire-Bretagne.

1965-1977

B-0028492/1

Programmes d'interventions des agences de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, Rhin-Meuse, Loire-Bretagne, Adour-Garonne, Artois-Picardie et Seine-Normandie et procès-verbaux de réunions de la Mission interministérielle pour l'étude des problèmes de l'eau relatives à l'examen de ces programmes.

1971-1975

B-0028493/1

Financement des dépenses d'équipement du département de la Seine et de la ville de Paris, programmation des équipements et réalisation des emprunts : correspondance, rapports, arrêtés préfectoral et ministériel, tableaux de financement, graphiques, extrait du registre des délibérations du Conseil de Paris.

1954-1974

B-0028494/1 - B-0028495/1

Financement des équipements du district de la région de Paris, réalisations d'emprunts et tutelle budgétaire.

1962-1974

B-0028494/1

Bulletin officiel du district (n° 11, 1965), rapports, tableaux de financement, graphiques, procès-verbaux de réunions, comptes-rendus d'exécution du budget, budgets votés pour 1970 et 1971 (section équipement), correspondance, contrats de prêts.

1962-1971

B-0028495/1

Rapports, tableaux de financement, correspondance, budgets votés pour 1972 et 1973 (section équipement), comptes rendus d'exécution du budget, rapport général sur le projet de budget pour 1973, plan global de transports (numéro spécial du bulletin d'informations de la région parisienne).

1972-1974

B-0028495/2

Réorganisation de la région parisienne. - Liquidation des opérations financières en cours et des budgets et trésorerie des nouveaux départements : rapports, comptes rendus des séances du Comité interministériel pour la région de Paris, décret.

1964-1968

B-0028496/1 – B-0028525/2

Financement des autoroutes.

1959-1979

B-0028496/1

Caisse nationale des autoroutes, budget, comptabilité et emprunts : tableaux de bilans financiers, rapports.

1963-1975

B-0028497/1 – B-0028498/1

Financement et répartition des fonds d'emprunts par le comité spécialisé n° 8 du conseil de Direction du FDES : procès-verbaux des séances du Comité n° 8, rapports, correspondance, tableaux de financement, graphiques.

1960-1977

B-0028497/1

1960-1969

B-0028498/1

1970-1977

B-0028499/1

Financement de programmes autoroutiers et concession de sections d'autoroutes à des sociétés d'économie mixte (SEM) : correspondance, rapports, tableaux de financement, conventions de concessions.

1970-1978

B-0028499/2

Conventions de concession et cahiers des charges des sociétés d'économie mixte (SEM) concessionnaires d'autoroutes.

1971-1973

B-0028500/1

Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine (APEL), prévisions de trésorerie, tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : correspondance, rapports, tableaux de financement, presse, procès-verbaux de réunions, convention de concession, cahier des charges, compte-rendu du jury de concours.

1969-1978

B-0028500/2

Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France, tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : fiche descriptive de la société, décrets, conventions de concession et avenants, cahiers des charges, rapports, correspondance, tableaux de financement.

1963-1978

B-0028501/1

Compagnie financière et industrielle des autoroutes (COFIROUTE), tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : correspondance, rapports, tableaux de financement, conventions de concession et avenants, compte-rendu du jury de concours, fiche descriptive de la société, décrets, loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes.

1965-1976

B-0028502/1

Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : correspondance, rapports, tableaux de financement, conventions de concession et avenants, cahiers des charges, décrets, fiche descriptive de la société, procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

1963-1978

B-0028502/2

Concession des sections des autoroutes A 42 (Lyon-Annemasse) et F 42 (Mâcon - Pont-d'Ain) à la Société du tunnel du Mont-Blanc (STMB) et à la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR) : correspondance, décrets, conventions de concession, cahiers des charges, tableaux de financement, cartes.

1976-1977

B-0028503/1

Autoroutes du Sud de la France (ASF), composition de la société, tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : correspondance, rapports, tableaux de financement, conventions de concession et avenants, fiches descriptives de la société, décrets, cartes et plans, listes des membres du conseil d'administration et des actionnaires, extraits des délibérations des conseils généraux de la Loire et du Rhône.

1961-1979

B-0028504/1

Société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA), tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : correspondance, rapports, tableaux de financement, conventions de concession et avenants.

1969-1978

B-0028504/2 – B-0028509/1

Société de l'autoroute Esterel - Côte-d'Azur (ESCOTA).

1959-1978

B-0028504/2

Tutelle budgétaire, financement et attribution de la concession de sections : correspondance, rapports, tableaux de financement, conventions de concession et avenants, contrat d'emprunt, cartes, procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

1959-1978

B-0028505/1 - B-0028509/1

Conseils d'administration : dossiers de séances et procès-verbaux .

1961-1972

B-0028505/1

14 décembre 1961-15 décembre 1964

B-0028506/1

21 mai-15 décembre 1965

B-0028507/1

1er juin-16 décembre 1966

B-0028508/1

16 décembre 1966-4 décembre 1968

B-0028509/1

4 décembre 1968-29 juin 1972

B-0028510/1 – B-0028516/1

Société de l'autoroute de la vallée du Rhône, conseils d'administration et comités de direction : dossiers de séances et procès-verbaux.

1962-1972

B-0028510/1

18 mai 1962-12 juillet 1963

B-0028511/1

12 juillet 1963-21 décembre 1964

B-0028512/1

16 février-3 décembre 1965

B-0028513/1

3 décembre 1965-13 décembre 1966

B-0028514/1

13 décembre 1966-14 décembre 1967

B-0028515/1

14 décembre 1967-24 juin 1969

B-0028516/1

19 décembre 1969-28 juin 1972

B-0028517/1 – B-0028520/1

Société de l'autoroute Paris-Lyon.

1964-1972

B-0028517/1 - B-0028518/1

Conseils d'administration et comités de direction : dossiers de séances et procès-verbaux.

1964-1966

B-0028517/1

30 mars 1964-8 décembre 1965

B-0028518/1

8 décembre 1965-2 décembre 1966

B-0028519/1

Conseils d'administration, assemblées générales et comité de direction : procès-verbaux de réunions.

1967-1968

B-0028520/1

Conseils d'administration et assemblées générales : dossiers de séances et procès-verbaux (5 décembre 1968-26 juin 1972).

1968-1972

B-0028521/1 – B-0028525/1

Société des autoroutes du Nord de la France (SANF).

1964-1972

B-0028521/1 – B-0028522/1

Conseils d'administration et comités de direction : dossiers de séances et procès-verbaux.

1964-1966

B-0028521/1

22 décembre 1964-16 décembre 1965

B-0028522/1

16 décembre 1965-22 décembre 1966

B-0028523/1

Conseils d'administration et assemblées générales : dossiers de séances et procès-verbaux (22 décembre 1966-8 décembre 1967).

1966-1967

B-0028524/1 – B-0028525/1

Conseils d'administration : dossiers de séances et procès-verbaux.

1967-1972

B-0028524/1

8 décembre 1967-17 décembre 1970

B-0028525/1

17 décembre 1970-30 juin 1972

B-0028525/2

Autoroutes, restaurants, stations services, aires de service : documentation, correspondance du contrôleur d'État ; commission des aires de service des autoroutes :comptes rendus des séances.

1963-1970